ILS ONT OBSERVÉ UN SIT-IN DEVANT LE SIÈGE DE LA WILAYA DE BOUIRA

Des centaines de gardes communaux réclament leurs droits

Emboîtant le pas à leurs homologues des autres wilayas, et même si leur cas est un peu spécial, étant comme ils ont tenu à le rappeler, avec leurs homologues des wilayas de Tizi-Ouzou et Boumerdès, les derniers à encore continuer la lutte antiterroriste aux côtés des éléments de l'ANP, des centaines de gardes communaux de la wilaya de Bouira se sont donné rendez-vous, ce dimanche, devant le siège de la wilaya pour réclamer leurs droits.

Brandissant une plate-forme de revendications, destinée au président de la République, les gardes communaux présents ont, d'emblée, tenu à préciser que leur action est strictement professionnelle et ne comporte aucune connotation politique. Ainsi, dans leur plate-forme de revendications, ces gardes communaux réclament la prise en charge effective des maladies liées à l'exercice de cette profession. Sur place, beaucoup d'entre eux ont tenu à nous rappeler le sacrifice suprême consenti par leurs collègues qui ont payé de leur vie leur engagement pour sauver la république, et ce, au moment fort du terrorisme, au milieu des années 1990. Ainsi, et selon certains chefs de détachements présents, il y aurait eu plus de 600 blessés dont certains portent des handicaps à vie, à savoir des amputations des deux jambes dues aux explosions de bombes. Quant aux décès, ils seraient plus de 300, estime-t-on, même si le chiffre exact n'a jamais été arrêté. Concernant le nombre de gardes communaux encore en activité au niveau des 87 détachements de la wilaya de Bouira, ils seraient plus 3 000 agents.

Cela étant, et pour revenir à la plate-forme de revendications, outre la prise en charge de ces handicapés victimes du terrorisme, les gardes communaux revendiquent une retraite à 15 ans, puisqu'ils travaillent en H24 et non pas 8 heures, la revalorisation des salaires avec effet rétroactif à compter du 1er janvier 2008, l'augmentation de la prime de panier, actuellement de 100 dinars, l'augmentation de la prime de risque, les indemnités sur les heures supplémentaires depuis la création de ce corps, puisque les gardes communaux sont payés en tant que travailleurs à la journée (8 heures). En somme, une plate-forme de revendications qui, si elle venait à être prise en charge de manière sérieuse, pourrait enfin réparer toutes les injustices subies par ces milliers de citoyens qui avaient bravé, un jour, le danger et pris les armes pour défendre, aux côtés des forces de sécurité, la République. Signalons que durant la journée, une délégation a été reçue par le chef de cabinet, qui a promis de réunir durant la semaine le conseil de sécurité de la wilaya, et ce, afin de prendre en charge les revendications à caractère local, tout en promettant de saisir les ministères concernés pour celles d'ordre national.

Y. Y.

Les gardes communaux d'Oran protestent

Ils étaient près d'une soixantaine de gardes communaux à tenir un sit-in de protestation devant le siège de la wilaya d'Oran ce dimanche matin, à quelques mètres à peine d'un autre attroupement de demandeurs de logements. Il s'agit des gardes communaux d'Oran, au nombre de 1 000,dans cette wilaya.

Apprendre du jour au lendemain leur transfert dans le corps de l'armée pour occuper les postes d'agents de sécurités, une sorte d'homme à tout faire, a provoqué une vive colère chez les 1000 gardes communaux d'Oran et ravivé le ressentiment qu'ils ont à l'égard des autorités. Ils se confieront à nous pour nous raconter les blessures, la mort, la folie, le mépris dont ils sont victimes. «C'en est trop, nous avons répondu à l'appel du pays aux pires moments de la décennie noire. Et aujourd'hui, on ne nous témoigne aucune reconnaissance. Nous n'avons même pas le statut de garde communal contractuel, ce qui nous ouvrira droit à la sécurité sociale… Cela fait 5 jours que nous attendons de recevoir notre misérable salaire…». «Ecoutez, on demande de la considération et un statut clair qui nous permette de vivre décemment et non pas d'être rétrogradés encore.

Regardez où nous en sommes, alors que ceux qui ont tué et massacré des Algériens sont bien tranquilles et pris en charge. Et nous, rien. Est-ce cela la justice ?!», ajoutera un autre garde communal.

Sur tous les visages, les mêmes stigmates de la souffrance et du sentiment d'avoir été trahis. Rien de plus terrible pour ces hommes et ces pères de famille. En les laissant derrière nous, leurs délégués tentaient d'obtenir une entrevue avec le wali d'Oran.

Fayçal M.

CONSTANTINE

La protestation des ingénieurs s'étend à l'ensemble des instituts de l'Université Mentouri

Déçus par les résultats de la Conférence nationale des chefs des établissements universitaires, tenue jeudi dernier à Alger, les étudiants en ingéniorat de l'Université Mentouri de Constantine sont plus que jamais déterminés à poursuivre leur mouvement de protestation et ce, jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

Alors que le mouvement de grève illimitée déclenché par les étudiants de l'Institut des sciences de la terre et de la géographie de Zouaghi entame sa deuxième semaine, c'est au tour de ceux des instituts d'architecture de Zerzara et des Sciences de technologie de l'informatique de la nouvelle-ville Ali-Mendjeli de monter au créneau pour exprimer leur mécontentement face aux résultats de la conférence nationale des chefs des établissements universitaires.

Des centaines d'étudiants en génie climatique, génie civil, architecture et électrotechnique, peu convaincus par les assurances du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ont pratiquement bloqué, durant toute la matinée d'hier, l'entrée de l'institut de Zerzara, interdisant, de ce fait, l'accès aux enseignants, personnels de l'administration et notamment au bus de transport des étudiants. Situation qui a fait, du reste, que des bouchons de plusieurs centaines de mètres se soient formés sur la double voie reliant le chef-lieu de wilaya à la nouvelle-ville Ali-Mendjeli.

Les protestataires que nous avons rencontrés devant le portail de l'institut, où ils avaient accroché des banderoles sur lesquelles étaient inscrits des slogans tels que «Annulez le décret de la honte» ou encore «Non à l'humiliation», réclamaient notamment «l'annulation du décret n° 10-135 du 13 décembre 2010 modifiant et complétant le décret n° 07-304 du 29 septembre 2007, fixant la grille indiciaire de traitement et le régime de rémunération des fonctionnaires».Toutes les tentatives des enseignants et notamment celle du vice-recteur de l'Université Mentouri venu rassurer les grévistes du maintien par le ministère de l'enseignement Supérieur de «titre d'ingénieur d'Etat», ont échoué.

Farid Benzaïd

Les habitants du terrain Amirouche reviennent à la charge

Résidant dans une localité classée par les services de l'urbanisme zone rouge en raison des glissements de terrain fréquents en ce lieu, les habitants de la cité dite, «terrain Amirouche», sise au quartier populaire d'Aouinet El Foul, sont revenus à la charge, hier, pour réclamer leur recasement dans des logements décents.

En effet, près de 40 pères de famille, habitant ladite cité, ont organisé un rassemblement devant le cabinet du wali pour «attirer l'attention du premier responsable de la wilaya sur la situation délicate dans laquelle ils vivent». Deux représentants de ces familles ont été reçus par un responsable de la wilaya, lequel aurait affirmé à ces derniers que leurs revendications seront prises en charge dans les jours à venir. Il convient de rappeler dans ce contexte, qu'en 2006, environ 150 familles avaient été déplacées vers des logements neufs à la nouvelle-ville Ali-Mendjeli et à la cité Massinissa, avec l'engagement de l'administration de l'époque de répéter la même opération dans des délais rapides, surtout lorsqu'on sait que le terrain en question présentait, pour ceux qui étaient encore sur place, une réelle menace en raison du phénomène de glissement qui le caractérisait.

F. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

Sit-in de près de 500 gardes communaux devant le siège de la wilaya

Dans la journée d'hier, près de 500 gardes communaux, venus des quatre coins de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès, ont observé un sit-in devant le siège de la wilaya, pour réclamer, selon eux, leurs droits. En effet, la dissolution de la garde communale, effective à partir du mois de mars prochain, fait réagir ce corps, sachant qu'une fois cette décision mise en application, il n'y aura plus d'interlocuteur pour recevoir leurs revendications, tiennent-ils à le souligner. Les gardes communaux réclament le rappel des primes de janvier 2008 à ce jour, ajustées à la grille actuelle des salaires, la prime de responsabilité et de performance professionnelle, l'augmentation des salaires, la révision des pensions de retraite, l'augmentation des pensions d'invalidité, l'indemnisation du préjudice physique et moral, pour les victimes du terrorisme, des crédits pour l'acquisition d'un logement, ainsi que la couverture sociale à 100 %. Par ailleurs, les contestataires encore en activité exigent d'être affectés à des postes conformes à leur grade, et ce, au niveau des administrations publiques. C'est une véritable effervescence qui a régné aux abords du siège de la wilaya que les contestataires avaient investi pour faire aboutir leurs revendications.

A. M.

TLEMCEN

Mansourah, où sont passés les espaces verts ?

Mansourah, cette commune de la banlieue-ouest de Tlemcen était considérée comme l'Amazonie de la wilaya. Mansourah, avec ses ruines, ses sources et, surtout, ses immenses vergers ainsi que ses vastes champs d'oliviers, faisait rêver plus d'un, d'où les Tlemcéniens ne pouvaient s'empêcher de s'y rendre pour une balade d'oxygénation dominicale.

Dès le début des années 1980, cette généreuse nature fut livrée aux amateurs de béton. Enfin, il ne sert à rien de s'attarder sur cette agression écologique, mais plutôt s'évertuer dorénavant à préserver ce qui reste de ces espaces. Que faut-il comprendre de la décision de l'agence foncière qui vient de céder, dernièrement, à un privé, un espace réservé initialement à un jardin d'enfants, au lotissement Habbak.

Dans une lettre adressée au wali, les habitants d'El Habbak remettent en cause la vente de cet espace à un privé. Et pour cause, l'acquisition des lots à bâtir par ces mêmes propriétaires répondait à un cahier des charges prenant en compte le prix de cession sur la base de plans établis et approuvés par le service de l'urbanisme

Cet espace ne peut donc faire l'objet d'une vente, et toute autre construction autre que celle prévue initialement, c'est-à-dire un jardin d'enfants, serait illégale, puisque contrevenant à la loi n° 07/-06 relative à la gestion, la protection et le développement des espaces verts.

Dans la requête adressée au wali, les habitants de ce lotissement rappellent que des équipements sociaux très importants, prévus à cet endroit, ont fait déjà l'objet de cession à des particuliers. Les propriétaires des lots à bâtir menacent de recourir à la justice au cas où un permis de construire serait délivré par l'APC à l'acquéreur de cette parcelle.

M. Zenasni

BLIDA : LE CHEF DE BANDE ESTVENDEUR DE LÉGUMES

Démantèlement d'un réseau de contrefacteurs

Les éléments de la section de recherche du groupement de gendarmerie de Blida ont démantelé un réseau de trois personnes spécialisées dans la contrefaçon de billets de banque.

C'est suite à des informations parvenues aux gendarmes et faisant état de l'introduction de la fausse monnaie dans le marché de gros de Boufarik que ces personnes ont été arrêtées à bord d'une voiture de marque Hyundai Atos en possession d'une somme d'argent falsifiée d'une valeur de 29 000 en coupure de 1 000 DA.

Elles ont été dénoncées par un fournisseur à qui ont été remis 150 000 dinars en fausse monnaie. Il importe de signaler que le chef de ce réseau qui habite à El-Affroun est vendeur de légumes à Boufarik.

Présentés, hier, devant le procureur d'El-Affroun, les trois contrefacteurs ont été placés sous mandat de dépôt.

M. B.

PERCUTÉ À GRANDE VITESSE

Un jeune homme décède sur le coup

En dépit du ralentisseur posé au niveau de la zone industrielle Benboulaïd de Blida, un jeune homme de 37 ans, répondant aux initiales M. N., a été tué sur le coup par une voiture de marque Peugeot 607 et conduite par un jeune de 21 ans.

En effet, la victime s'apprêtait à traverser la route, lorsque la voiture qui arrivait à grande vitesse l'a percutée de plein fouet. Le chauffeur, quant à lui, grièvement blessé, a été évacué en urgence vers l'hôpital M'hamed-Yazid de Blida.

Effondrement du toit d'une agence de voyage à Sfisef

Dans la journée d'hier, un malheureux accident s'est produit dans une agence de voyage de Sfisef (wilaya de Sidi-Bel-Abbès) causant la mort de trois personnes et des blessures graves à une autre. Selon nos sources, les victimes étaient à l'intérieur de l'agence de voyage pour accomplir les formalités en vue d'effectuer une omra, lorsque le toit s'est effondré.

Des gravats, les secouristes ont retiré 3 corps de personnes, âgées de 35 ans, 41 ans et 53 ans. Une autre personne, âgée de 36 ans, gravement blessée, a été évacuée vers les UMC du CHU de Sidi-Bel-Abbès. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de ce drame.

A. M.